

LE MINISTRE DES TRANSPORTS L'ESTIME ENVISAGEABLE

Un métro aérien pour Alger ?

Un métro aérien reliant Haï El Badr à Chevalley à Alger. C'est envisageable selon le ministre des Transports.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hier sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale, Boudjemaâ Talai a indiqué que l'idée d'un projet de métro aérien est «en maturation».

Selon le ministre, le métro aérien est moins coûteux qu'un métropolitain classique comme il pourra être réalisé en un temps plus court. Ainsi, la première ligne de ce projet pourrait être achevée en trois ans et demi de travaux et devrait desservir à partir de la halte des Ateliers, Kouba, Jolie Vue, Garidi, les Sources, Saïd Hamdine, Hydra, Cité Malki, Ben Aknoun, Ain-Allah puis Chevalley. «On étudie la faisabilité de cette ligne, et ce sera possible de faire la même chose pour des quartiers comme Ain Benian, Ben Aknoun», dira M. Talai, en relevant que

«c'est une expérience qu'on va faire, car beaucoup de grandes villes dans le monde ont un métro aérien».

La ville d'«Alger a des moyens de transports très diversifiés, avec le métro, le tramway, les bus, mais c'est une ville qui draine entre 7 à 8 millions de personnes, elle concentre les universités,», observera le ministre des Transports.

Ce faisant, la proposition d'un métro aérien avait été faite il y a une année à l'ancien ministre des Transports Amar Ghouli par les cadres de Cosider, rappelle-t-on. Dans le cas où le projet verrait le jour, le constructeur public compte s'associer aux sociétés françaises Alstom et le spécialiste des ouvrages d'art VSL.

La proposition est présentée comme «une solution clé en main qui intègre le matériel roulant, la voie, la signalisation, l'alimentation en énergie, les infrastructures de génie civil, les stations et le dépôt de maintenance».

Inscrite dans le cadre des extensions projetées du métro d'Alger, la réalisation d'une liaison entre la Basse Casbah-Bab El Oued et Chevalley avait été évoquée voilà plusieurs années. Néanmoins, le projet ne semblait pas avoir été retenu, à contrario des



Photo : DR

Une autre bouffée d'oxygène pour les usagers des transports en commun.

extensions déjà lancées vers El Harrach et Aïn Naâdja, et d'autant que l'achèvement de l'extension Grande Poste-Basse Casbah tarde encore. Mais aussi dans la mesure où la réalisation d'une liaison souterraine pou-

vait buter sur des contraintes, voire des impossibilités techniques, géologiques et hydrauliques, sans omettre les exigences d'ordre financier et de gestion de projet.

C. B.

ÉCONOMIE INFORMELLE

La DGI lance l'opération de mise en conformité fiscale

La Direction générale des impôts (DGI) a lancé l'opération de «mise en conformité fiscale volontaire» tel que prévu par la loi de finances complémentaire 2015 pour intégrer les fonds informels dans la sphère bancaire.

«L'administration fiscale informe ses usagers et le public qu'un programme de conformité fiscale volontaire est mis en place à compter du 2 août 2015», indique la DGI dans une note publiée sur son site web, appelant les personnes concernées à se rapprocher des agences bancaires pour s'informer des modalités de mise en œuvre de ce programme. En fait, l'article 43 de la LFC 2015 note qu'il est institué un «programme de conformité fiscale volontaire» en précisant que «les sommes déposées, dans ce cadre, auprès des banques, par toute personne, quelle que soit sa situation, font l'objet d'une taxation forfaitaire libératoire au taux de 7%», rappelle-t-on. «Les sources de ces fonds ou les transactions qui en sont à l'origine doivent être légitimes et ne correspondre à aucun acte incriminé par le code pénal et la législation régnant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme», précise le même article.

La même disposition de la LFC 2015 fixe au 31 décembre 2016 la date limite de mise en œuvre de ce dispositif. «A l'issue de cette période, les personnes disposant de fonds éligibles à ce programme et n'y ayant pas souscrit, feront l'objet de redressements dans les conditions de droit commun avec l'application des pénalités et sanctions prévues en la matière», ajoute la LFC. L'article 43 ajoute que les modalités d'application de ces dispositions sont précisées par voie réglementaire.

Commentant ce dispositif d'assainissement de l'économie informelle, le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, avait indiqué dans un entretien accordé récemment à l'APS, qu'il s'agit d'intégrer les fonds informels dans la sphère bancaire et en faire profiter l'économie nationale. «A partir du 15 août, les banques vont commencer à recevoir ces fonds qui vont être progressivement intégrés dans la sphère économique», a assuré le ministre indiquant que le gouvernement comptait sur l'inclusion de ces fonds pour diversifier ses sources de financement extrabudgétaires.

Soulignant que cette mesure allait engendrer un double impact positif et pour les détenteurs de capitaux et pour l'économie nationale, le premier argentier du pays a estimé que l'Etat devrait optimiser ces ressources et gaspiller moins celles déjà existantes.

Selon le ministre des Finances, «en 2018, nous allons sortir d'une économie moins diversifiée à une économie diversifiée, et faire en sorte que les acteurs de la sphère réelle soient des acteurs qui travaillent en toute sécurité. Ils ne doivent pas cacher leur argent mais doivent en faire profiter l'économie du pays».

APS

ÉQUIPEMENTS SENSIBLES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le FCE propose de libéraliser l'activité

Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) escompte la libéralisation de l'activité relative aux équipements sensibles de télécommunications.

Selon le décret exécutif 09-410 du 10 décembre 2009 fixant les règles de sécurité applicables aux activités portant sur les équipements sensibles, ceux-ci sont tous matériels dont l'utilisation illécite peut porter atteinte à la sécurité nationale et à l'ordre public.

Dans le domaine des télécommunications, il s'agit ainsi des équipements nécessitant l'attribution de gammes de fréquences, tels les équipements de radio-communications toutes bandes et versions confondues, en particulier les stations de radiocommunication (à usage terrestre, aéronautique et maritime) dans les bandes LF, MF, HF, VHF, UHF, SHF, les stations de radiocommunications par satellite ainsi que les stations de faisceaux hertziens de télécommunications. Mais également de tout équipement pouvant rayonner de l'énergie électromagnétique dans l'espace libre des spectres de fréquences radioélectriques, y compris les appareils de faible puissance et de faible portée et notamment les prolongateurs de lignes téléphoniques.

Les équipements sensibles sont également les équipements de réception des émissions radioélectriques — à l'exclusion des équipements domestiques destinés à la réception des émissions radio et télédiffusion —, les équipements de radio positionnement et/ou radiolocalisation par satellite ainsi que le système de géolocalisation par radio et les dispositifs de positionnement par satellite fonctionnant à travers les réseaux de téléphonie mobile. Il s'agit aussi des équipements de communication pouvant servir à la transmission de l'image, du son, vidéos et données, par voie satellitaire, à l'exclusion des balises de détresse du système Cospas-Sarsat émettant à 406 mégahertz.

Outre les équipements et logiciels d'encryptions, les cartes post

et prépayées (puces de téléphonie mobile) sont considérées aussi comme sensibles. Selon l'article 4 de ce décret exécutif les activités de commercialisation et de prestation de services portant sur les équipements sensibles sont subordonnées à l'obtention d'un agrément préalable délivré par les services du ministère de l'Intérieur.

Notons que l'activité de commercialisation couvre l'importation, l'exportation, la fabrication et la vente tandis que l'activité de prestation couvre l'installation, la maintenance et la réparation. Les titulaires de licence de téléphonie mobile et les entreprises sous tutelle du ministère de la Défense nationale ne sont pas toutefois soumis à l'agrément.

En outre, l'article 5 indique que l'agrément des opérateurs est tributaire de l'appréciation des autorités concernées sur les questions relatives à l'habilitation de l'opérateur et à ses capacités professionnelles ainsi qu'aux conditions de sécurité des locaux et des équipements.

Les agréments sont classés en deux types en fonction de l'activité ; de type 1 pour l'activité liée à l'importation, l'exportation, la fabrication, la vente, l'installation, la maintenance et la réparation des équipements sensibles, et de type 2 pour l'activité liée uniquement à l'installation, la maintenance et la réparation des équipements sensibles.

Selon l'article 7, l'agrément de type 1 est délivré par les services du ministère de l'Intérieur, après avis du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication et du ministère de la Défense nationale, pour les équipements sensibles de télécommunications, voire de l'autorité habilitée chargée de l'homologation des équipements et logiciels d'encryptions.

L'agrément de type 2 est délivré par les services du ministère de l'Intérieur après avis favorable des services de sécurité et de l'autorité sus-citée, le cas échéant.

La demande d'agrément est formulée en trois exemplaires établis conformément à un modèle, elle est accompagnée d'un engagement écrit, d'un dossier administratif et d'un état descriptif des moyens humains et matériels consacrés pour l'activité et la conservation des équipements.

Cette demande d'agrément déposée est traitée dans un délai n'excédant pas 65 jours, tout rejet devant être dûment motivé et notifié à l'intéressé.

Au-delà des modalités spécifiques à l'acquisition, exploitation, vente, installation et réparation, ce texte réglementaire indique que les opérateurs sont soumis à un recensement (fichier) et à un contrôle des services de sécurité ou autre organisme dûment habilité. De même que l'exercice des activités sans agrément entraîne leur arrêt immédiat et la mise en sécurité des équipements par les pouvoirs publics en vue de la préservation de la sécurité publique, outre le fait que l'inobservation par l'opérateur de certaines dispositions peut conduire à la suspension temporaire de son agrément pour une durée n'excédant pas une année, avec la mise en sécurité des équipements. En cas de récidive, l'agrément peut être retiré.

Notons que la suspension temporaire et le retrait de l'agrément sont prononcés par arrêté du ministre de l'Intérieur. Voire, l'inobservation par l'opérateur d'autres dispositions peut entraîner le retrait définitif de son agrément, assorti de dispositions d'ordre conservatoire fixées par arrêté conjoint des ministres de l'Intérieur, de la Défense nationale et des Finances.

Relevons également que les personnes physiques et morales qui ont déclaré la possession

d'équipements sensibles et souhaitent cesser l'exercice de leurs activités sont tenues d'en informer l'autorité compétente.

Comme le ministre de l'Intérieur peut suspendre par arrêté l'exercice des activités pour motif de préservation de la sécurité nationale et de l'ordre public. Des dispositions que le Forum des chefs d'entreprises (FCE) semble toutefois considérer comme assez contraignantes, contrairement à la dynamique impulsée dans le domaine des télécommunications et de l'économie numérique.

En ce sens, l'organisation d'Ali Haddad appelle à revoir la procédure d'agrément des opérateurs activant dans le domaine de la commercialisation et prestations de services liés aux équipements sensibles.

Dans sa contribution pour l'émergence de l'économie algérienne, le FCE recommande d'«œuvrer» à l'amendement du décret 09-410, en cohérence avec le principe de non-discrimination de la loi 2000-03 et des décrets exécutifs autorisant l'exploitation de réseaux publics de télécommunications.

La finalité de cette révision réglementaire est, selon le FCE, de «dispenser les opérateurs autorisés de la procédure d'agrément d'équipements sensibles». Ce qui devrait faciliter, escompte le forum, l'application et l'harmonisation du cadre réglementaire, le développement de l'industrie numérique et des télécommunications, l'ouverture du domaine aux opérateurs sans aucune contrainte, l'égalité de traitement et la fin des pressions administratives ou de nature sécuritaire.

A charge cependant que ce délestage indirect de l'administration ne provoque pas la prolifération d'opérateurs malintentionnés ou irresponsables, l'interférence étrangère ou le risque d'atteinte à la souveraineté et la sécurité nationales.

C. B.